



Post-Covid : un vrai renouveau s'impose d'urgence si nous voulons prévenir la crise climatique!

Le rythme que nous avons poursuivi dans le passé n'est définitivement plus une option! Pendant des années et des années, *Votum Klima* n'a cessé de mettre en garde les responsables politiques en charge des affaires environnementales contre les effets à long terme de la crise climatique. A l'heure actuelle, pourtant, répéter les enseignements de longue date de la science devrait être superflu. Et ce surtout par rapport aux quelques années qui nous restent pour changer de cap afin d'éviter toute augmentation ultérieure de température dont les conséquences seraient fatales.

Pendant ce temps, la crise suscitée par le coronavirus a temporairement paralysé nos sociétés et ébranlé notre système économique, et elle nous a montré à quel point notre mode de vie est fragile et certaines consommations inutiles. Des choses évidentes, sur lesquelles nos vies reposaient auparavant, sont remises en question. Surmonter cette crise le plus rapidement possible, tout en assurant la sécurité de tous en fournissant les ressources nécessaires – surtout pour les plus démunis parmi nous -, reste la priorité absolue.

Néanmoins: la crise du Covid-19 ne met pas un terme à la crise du climat! Les enregistrements de la Nasa démontrent clairement que le mois de mars 2020 fût le deuxième mois le plus chaud depuis le début des enregistrements réalisés par l'agence spatiale américaine! Dans le cas de la crise du Covid-19, nous ne pouvons pas encore retenir avec certitude si le virus continuera ou non à constituer une menace à l'avenir – par contre, en ce qui concerne la crise climatique, il est indéniable qu'elle est et reste une certitude!

C'est pourquoi nous nous sommes félicités de l'annonce du « green deal » par l'Union européenne, même si nous l'avons accueilli d'un œil critique. Accueil favorable d'un côté parce que ce pacte vert de l'UE émet des signaux politiques forts, qui s'imposaient d'urgence; accueil critique de l'autre, parce qu'il s'appuie exclusivement sur des technologies « greentech » tout en perpétuant ainsi le dogme de la croissance – malheureusement, ce pacte vert ne prévoit aucune réorientation fondamentale. De renchérir: les centrales au charbon sont remplacées par des éoliennes, les véhicules diesel sont remplacés par des voitures électriques, et la digitalisation se poursuit. Et pourtant : le « green deal » ne DOIT PAS être remis en question par la crise sanitaire du coronavirus! D'un point de vue climatique, écologique et social, ce pacte vert est indispensable, même si sa forme actuelle est trop unilatérale, trop axée sur la consommation et

l'efficacité, ne constituant ainsi aucunement le changement de paradigme dont nous avons réellement besoin. Nous appelons ici à nos politicien/nes européen/nes et nationaux à refuser de subir le chantage des associations industrielles et de leurs lobbies, car une politique économique (touchant ici surtout les domaines de l'énergie et de la fiscalité) tournée vers le passé, ne fait que compromettre la survie de chacun d'entre nous! La crise sanitaire ne peut et ne doit en aucun cas servir de prétexte pour contrer les efforts politiques de transformation indispensable!

Alors quelle(s) leçon(s) tirer de la pandémie? Tout d'abord: sous la contrainte, nous déployons notre plein potentiel. Face à la menace posée par le virus Covid-19, des gouvernements ont su prendre les mesures nécessaires pour imposer des périodes de confinement étendues, établir de nouveaux codes de conduite et suspendre certaines activités économiques dans le but de protéger leurs citoyen/nes. D'un point de vue matériel, LA nécessité qui s'impose est de REDUIRE TRES FORTEMENT la consommation des ressources et des énergies dans les pays de l'hémisphère nord – donc aussi au Luxembourg – combinée à une transformation rapide dans le sens d'une économie circulaire renforcée. L'impératif social est de mettre fin aux inégalités qui aujourd'hui prennent des facettes inimaginables dans le monde entier, sinon il n'y aura jamais de transformation équitable. C'est l'unique façon qui nous permettra de rendre notre économie et notre société plus résilientes face aux chocs venant de l'extérieur!

Ensuite : tout cela requiert un « vrai renouveau », qui reposera forcément sur les axes d'un pacte vert socialement équitable et adéquat, et qui n'est plus eurocentrique. Un modèle de prospérité donc qui n'est plus basé sur des chaînes d'approvisionnement mondiales, qui concentrent la production dans les lieux où le respect des normes sociales et écologiques se fait à moindre coût. Le progrès humain est possible sans détruire, comme dans le passé, des habitats et la biodiversité, favorisant de surcroît les pandémies. Pour ce faire, divers instruments sont nécessaires, comme l'introduction de nouveaux signaux en termes de prix, afin de réduire considérablement la consommation absolue de ressources et d'énergies, combinés à un plan ambitieux de développement de l'efficacité énergétique, avec des investissements importants dans les énergies renouvelables et la capacité de stockage, tout comme l'introduction d'un principe strict de pollueur-payeur, et un renforcement parallèle de la participation démocratique dans l'État et dans l'économie.

En tant que *Votum Klima*, nous exigeons donc du gouvernement luxembourgeois non seulement qu'il poursuive à protéger le climat, mais également qu'il le renforce au-delà, avant tout dans sa composante d'équité et de sobriété. Le Luxembourg doit non seulement soutenir les efforts européens pour sauver le climat, mais également l'étayer au moyen d'exemples de bonnes pratiques et rendre attentif – de manière proactive – surtout au manque d'une composante d'équité et de sobriété. Le Luxembourg doit montrer à petite échelle, qu'il est possible de poursuivre la protection du climat sans imposer la rigueur sociale par des mesures d'austérité, et sans s'appuyer uniquement sur l'efficacité énergétique. L'objectif peut être atteint au moyen d'une gouvernance transparente, dans le cadre des processus et instances démocratiques, avec un

contrôle climatique (Klimacheck) juridiquement contraignant des nouvelles lois, ainsi qu'avec des instruments claires de taxation des activités économiques non respectueuses du climat et de l'équité sociale, et avec le développement d'économies circulaires résilientes, locales, tournées résolument vers l'avenir – comme nous l'avons déjà revendiqué dans le cadre de la conception du plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC).

Alors que de nombreux commentateurs et la majorité de la société civile appellent à la mondialisation modérée dans le respect de la justice climatique, et finalement à la transformation socio-écologique de notre économie et de notre société ... la majorité gouvernementale luxembourgeoise vote en faveur de la ratification de nouveaux accords de libre-échange! Tout en étant conscients du fait que le qualificatif de « libre » n'est que tromperie, puisque des entreprises et multinationales peuvent réaliser des profits sans qu'on leur impose des restrictions, cela aux frais de la société et des écosystèmes.

“System change, not climate change!” telle est la revendication non-équivoque de *United for Climate Justice*, une importante plateforme d'action issue de la société civile, qui réunit des mouvements de jeunesse, des syndicats, des associations environnementales et des organisations de défense des droits de l'homme, auxquels s'est également jointe la plateforme *Votum Klima*. Alors : cela ne signifie-t-il pas : renforcer les énergies renouvelables ? Sans tarder ? Une plus grande participation dans l'État et dans l'économie? Le renforcement des services publics dans l'intérêt général et à des fins de transparence accrue? En ce moment précis ? Des positions et des stratégies claires sont indispensables pour assurer notre avenir, d'où: SYSTEM CHANGE, NOT CLIMATE CHANGE!

Contact :

Alexander Feldmann a.feldmann@etika.lu

Christophe Murroccu christophe.murroccu@oeko.lu

Dietmar Mirkes dietmar@astm.lu

Norry Schneider norry@cell.lu

Votum Klima est une plateforme des organisations non gouvernementales luxembourgeoises suivantes : Aide à l'Enfance de l'Inde, Action Solidarité Tiers Monde (ASTM), ATTAC Luxembourg, Bio-Lëtzebuerg, Caritas Luxembourg, Centre for Ecological Learning Luxembourg (CELL), Cercle de Coopération, Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg (CGJL), Eglise Catholique à Luxembourg, etika, Eurosolar Lëtzebuerg, Fairtrade Lëtzebuerg, Frères des Hommes, Greenpeace Luxembourg, Kommission Justitia et Pax, Lëtzebuenger Velos-Initiativ, Mouvement Ecologique, natur&ëmwelt, Orang Utan Help Lëtzebuerg, Partage.lu, SOS Faim Luxembourg, UNICEF, VegInfo Luxembourg.